BMM FRANCE PME

RAPPORT ANNUEL EXERCICE 2012

Arrêté au 31 décembre 2012

Société de gestion

MARTIN MAUREL GESTION INSTITUTIONNELLE

17 Avenue HOCHE

75008 PARIS

Société de gestion de portefeuille

agréée par la commission des opérations de bourse le 20 Decembre 2002 sous le n° GP-02-032

<u>Dépositaire</u>
BANQUE MARTIN MAUREL
43, rue Grignan
13006 MARSEILLE

NATURE JURIDIQUE:

FONDS COMMUN DE PLACEMENT

CLASSIFICATION:

ACTIONS FRANCAISES

AFFECTATION DES RESULTATS:

FONDS DE CAPITALISATION

- Objectif de gestion : L'objectif du FCP est de surperformer sur une longue période (5 ans minimum) l'indice CAC Mid & Small 190 des marchés d'actions françaises.
- Indicateur de référence: L'indice de référence retenu est l'indice CAC Mid & Small 190 hors dividendes. Il recouvre 190 Sociétés de toutes capitalisations boursières. Il est disponible sur le site Internet www.euronext.com. La performance de l'indicateur CAC Mid & Small n'inclut pas les dividendes détachés par les actions qui composent l'indicateur.

• Profil de risque :

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

_Risque Actions;

Le fonds peut être exposé au minimum à 75% et au maximum à 100% en actions, en cas de baisse des marchés la valeur liquidative du fonds peut baisser.

_ Risque lié à la capitalisation des sociétés ;

Le fonds peut être investi en actions de petites capitalisations boursières Le volume de ces titres cotés en bourse est réduit, les mouvements de marché sont donc plus marqués à la baisse, et plus rapides que sur les grandes capitalisations. La valeur liquidative du fonds peut donc baisser plus rapidement et plus rapidement.

_Risque de perte en capital ;

La performance de l'OPCVM peut ne pas être conforme à ses objectifs. De plus, le capital initialement investi peut ne pas lui être totalement restitué car n'intégrant aucune garantie.

Risque de gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire appliqué au fonds repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés et/ou sur la sélection des valeurs. Il existe un risque que l'OPCVM ne soit pas investi à tout moment sur les marchés ou les valeurs les plus performantes. La performance du fonds peut donc être inférieure à l'objectif de gestion. La valeur liquidative du fonds peut en outre avoir une performance négative.

CHANGEMENTS INTERESSANT L'OPCVM: Le directoire de MARTIN MAUREL GESTION (MMG) a décidé le changement de société de gestion du Fonds en Avril 2012 au profit de MARTIN MAUREL GESTION INSTITUTIONNELLE (MMGI)t

RAPPORT DE GESTION BMM FRANCE PME ANNEE 2012

Contexte économique et financier

La performance du marché européen en 2012 a été bonne, malgré un contexte macroéconomique difficile, dans une année où les principales préoccupations en Europe (sur la crise de la dette et l'Union bancaire) et aux Etats-Unis (élection présidentielle et falaise fiscale) ont connu une issue globalement positive.

L'indice DJ Eurostoxx progresse de 15,5%, grâce en partie à la politique énergique et volontariste de la BCE tout au long de l'année, qui s'est même déclarée en juillet « être prête à tout pour préserver l'euro ». Mario Draghi a d'abord mis en place le refinancement des banques (LTRO) en début d'année : la BCE a en effet accordé 530 Mds€ de liquidités le 29 février lors du deuxième tour de ce programme aux 800 banques candidates (contre 500 lors du premier refinancement). Ce flot de liquidités apporté par la Banque centrale européenne a rassuré les marchés quelque temps mais la BCE a dû intervenir de nouveau face à la forte hausse des taux longs de l'Espagne et l'Italie pendant l'été. La BCE a alors assuré le financement des Etats en septembre avec l'annonce d'un plan de rachat de dette sans limite de montants et sur des maturités allant de 1 à 3 ans. Ce programme baptisé « Outright Monetary Transactions » (ou OMT), prévoit le rachat de dette des pays ayant au préalable fait appel à l'aide des fonds de secours, l'EFSF, ou son futur successeur l'ESM. De plus, la zone euro termine l'année sur un accord définissant la mise en place du plan de supervision bancaire. En négociation depuis plusieurs mois, les ministres de la zone euro sont parvenus à un compromis sur la supervision des banques en Europe : un seuil de 30Mds€ d'actifs ou un ratio actifs/PIB de 20% au dessus duquel la supervision relèvera de la BCE, soit environ 200 établissements.

Par ailleurs, la crise de la dette en Europe a vu sa résolution partielle, l'échange de dette grecque en début d'année a permis une forte réduction de l'exposition des créanciers privés (de 63% à 25% de la dette), et en fin d'année, un second rachat de dette de 30 milliards d'euros avec une décote de 65%, et l'annonce d'une recapitalisation des banques pour un montant de 16 milliards d'euros ont rassuré les investisseurs.

En Espagne, il n'y a pas eu d'appel à l'aide du pays mais les banques ont été recapitalisées. Pour atteindre les objectifs de déficit budgétaire fixés par Bruxelles, Madrid a mis en place, en début d'année un plan de réduction des dépenses publiques. Parallèlement, le gouvernement de Rajoy s'est attelé à une réforme du secteur financier, et ce sous la pression de ses homologues européens. Deux décrets avaient avancé (en février et mai) un provisionnement plus élevé de l'exposition immobilière (promoteurs et actifs physiques) mais cela n'a pas suffi à rassurer les marchés qui mettaient en doute la capacité du secteur à absorber ne serait-ce que ces premiers ajustements. Cette méfiance s'est vue confirmée par la faillite de Bankia qui a demandé une recapitalisation de 19Md€ pour 17Md€ de provisions. A la lumière de celle-ci et de l'écartement de taux longs espagnols (l'emprunt d'Etat à 10 ans atteignant 7,2% en juin), le gouvernement s'est vu obligé d'accepter une ligne de crédit de 100 milliards d'euros de l'Union Européenne pour recapitaliser ses banques à la hauteur nécessaire. Ceci n'a pas suffi à calmer les marchés qui ont continué à exiger des rémunérations élevées et à pousser à la mise en place du programme d'aide aux Etats (OMT) par la BCE. Les taux se sont ensuite fortement contractés et l'Espagne n'a pas souhaité faire appel à ce programme.

Aux Etats-Unis, après la réélection de Barack Obama, la reconduction des deux chambres avec des majorités opposées a entraîné des négociations difficiles sur le budget, notamment sur le Fiscal Cliff et le seuil de dette. Après plusieurs semaines de négociations intenses, démocrates et républicains ont finalement trouvé un compromis évitant ainsi d'essuyer de plein fouet le choc du mur budgétaire et une récession en 2013. Il prévoit une augmentation des impôts pour les ménages aux revenus supérieurs à 450 000 \$. Malgré un délai de deux mois permettant la négociation du plafond de la dette, ce problème reste entier. De son côté, la Fed a lancé son plan d'assouplissement monétaire en septembre, sur une durée illimitée.

Enfin, en termes de croissance mondiale, le rythme de l'économie chinoise était en diminution (exportations stagnantes, ainsi que la production industrielle). La Banque centrale chinoise est intervenue en baissant ses taux directeurs dès le milieu d'année. Les prévisions de croissance ont malgré cela été révisées à la baisse pour 2012 et 2013, cependant, l'embellie semblait se dessiner à la fin de l'année avec un produit intérieur brut (PIB) en hausse de +7,4% au troisième trimestre et un rebond des indicateurs macro-économiques. Cette faiblesse temporaire de l'économie chinoise est à mettre en relation avec le 18ème congrès du Parti communiste chinois (PCC), et le renouvellement des plus hauts dirigeants au pouvoir, Li Keqiang et Xi Jinping ont succédé à Wen Jiabao (premier ministre) et Hu Jintao (président). Le Japon n'a pas été épargné et le ralentissement de l'activité du pays a également amené la banque centrale du Japon à assouplir à nouveau sa politique monétaire en septembre.

Performances sectorielles et pays

Parmi les grands secteurs européens, les sociétés de télécommunication et de services publics enregistrent les plus fortes baisses (-22.7% et -8,8% respectivement) soumises à des pressions concurrentielles et réglementaire de plus en plus forte. A l'inverse, les valeurs cycliques, dont l'automobile, la chimie et les transports bondissent de 35,3%, 31,5% et 30,6%. A noter également la performance des sociétés financières, avec + 34,1% pour les assureurs et +12,6% pour les banques.

A l'échelle régionale, les meilleures performances concernent l'Allemagne, avec +29%, mais également la Grèce, qui rebondit de 33,4%, après le soulagement lié à l'échange de dette, la pire performance est l'Espagne avec -4,6%, alors que l'Italie affiche +7,8%. La France se situe comme souvent au milieu du spectre européen avec une progression de + 16.5% pour l'indice SBF120.

Perspectives 2013

La croissance restera faible au niveau mondial et un certain nombre de pays européens demeureront en récession. Les banques centrales seront donc toujours à la manoeuvre et les regards des marchés resteront braqués sur leur comportement. La liquidité monétaire sera toujours abondante, après les déclarations des différentes banques centrales, et de nature à provoquer des bulles ponctuelles dans certaines zones. Les problèmes de dettes souveraines resteront au premier rang des préoccupations des marchés tant qu'une dynamique de croissance perceptible ne sera pas détectée.

Les pays émetteurs ont donc tout intérêt à maintenir, par des actions ciblées, les taux des fonds d'état à des niveaux très bas pour limiter le coût de leur dette nationale. Cette démarche, favorable aux emprunteurs, ne peut qu'être défavorable aux prêteurs. Les investisseurs, constatant cette situation de faible rendement futur encore renforcée après prise en compte de l'inflation, n'auront d'autres choix, que de se tourner vers des classes d'actifs mieux rémunérées mais plus risquées. Ils continueront de s'intéresser aux marchés de la dette privée et à haut rendement, mais après le constat du chemin de baisse des taux déjà parcouru et de la hausse légère du taux de défaut, ils devraient probablement s'intéresser aussi aux actions. Ces dernières, continuent d'être très peu détenues par les investisseurs institutionnels, en raison des règles prudentielles, et n'ont pas encore retrouvé la faveur des investisseurs privés.

Politique de gestion en 2012

L'année boursière 2012 a connu trois grandes phases sur les marchés français et européens.

Le premier trimestre a été marqué par un rebond sensible des cours, grâce au soutien de la Bce au secteur bancaire via le programme de liquidités LTRO. Les quatre mois suivants (avril-juillet) ont été perturbés par la remontée du risque avec les problèmes de dettes souveraines des pays de l'Europe du sud. Le discours de Mario Draghi fin juillet, a marqué le début de la reprise de marchés financiers, qui s'est prolongée par une hausse sensible en fin d'année.

Sur l'ensemble de l'année, les investisseurs très averses au risque ont privilégié le segment des moyennes valeurs (CAC Mid&Small +20%) au détriment de celui des petites valeurs (Cac Small : +9%).

La politique de gestion a consisté à réduire la part du portefeuille investie sur le segment des des petites valeurs (capitalisation inférieures à 1mds€) peu liquides présentant une plus grande sensibilité économique du fait de leur exposition domestique et à arbitrer au profit des valeurs moyennes.

C'est ainsi que des ventes ont été réalisées sur des petites valeurs cycliques (Manitou, Bénéteau Lisi, Trigano, Séquana). A l'inverse, nous avons investi sur des valeurs moyennes dans les secteurs tels que

- la technologie (Ingénico, Altran, Gemalto, Iliad), poids importants de notre indice de référence.

les médias : Havas, Ipsosla santé : Eurofins, Orpéa

Analyse de la performance :

L'analyse de la performance en 2012 met en avant les contributions positives suivantes :

- la surpondération de l'industrie couplée à un bon stock picking : dans les équipementiers automobiles : du Plastic Omnium, pas de Faurecia.
- la sous-pondération des matériaux de construction et un bon choix de valeurs : Imérys, pas de ciment français

- les beaux parcours de Séchilienne Sidec et de Rubis dans les services publics aux collectivités qui ont contribué favorablement à la performance du fonds

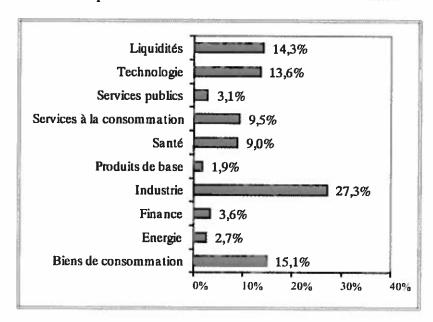
L'analyse de la performance en 2012 met en avant les contributions négatives suivantes :

- la présence dans le portefeuille de petites valeurs peu liquides telles que Auréa ou Pizzorno
- l'absence du secteur du transport : pas d'Air France et de Bolloré, poids important de l'indice de référence
- un comportement défavorable de notre sélection de valeurs dans les services informatiques (Bull et Osiatis) et un manque à gagner en raison du poids insuffisant de valeurs dans le portefeuille comme Atos Iliad, pondérations importantes de notre indice de référence.

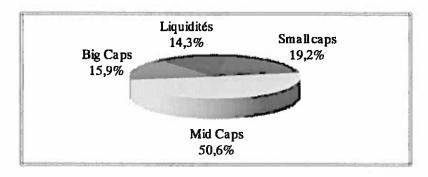
Les principales lignes du portefeuille au 31 décembre 2012 étaient les suivantes et représentaient 29.52 % de l'actif :

10 Principales Lignes du Portefeuille	en % de l'actif
INGENICO	4,03%
RUBIS	3,06%
ZODIAC AEROSPACE	3,03%
AGTA RECORD	3,02%
ALTRAN TECHNOLOGIES	2,93%
TOUAX	2,87%
CANAL PLUS	2,72%
GUERBET	2,65%
IPSOS	2,61%
GPE PIZZORNO ENV.	2,61%

La répartition sectorielle du portefeuille au 31 décembre 2012 était la suivante :



Par taille de capitalisation : le portefeuille en fin d'année se répartissait ainsi :



Perspectives boursières 2013

La réduction de la prime de risque sur les marchés d'actions de la zone Euro devrait se poursuivre en 2013, sous réserve de la mise en œuvre par les Etats des décisions prises l'an dernier (pacte budgétaire, union bancaire, soutien conditionnel de la Bce) et de résultats électoraux en Italie et en Allemagne « classiques ».

La pression vendeuse sur les actions (règlementations, hedge funds) devrait se réduire, quand dans le même temps, la recherche de rendement passe par un retour sur les actions, après les performances obligataires remarquables de 2012.

Contrairement à l'an dernier, le début d'exercice commence dans un contexte de récession en Europe qui devrait très progressivement s'amélioré trimestre après trimestre. Ceci sera plus favorable en termes de révisions bénéficiaires et pourrait encourager les flux d'investissement en cours d'exercice. Les pays et secteurs délaissés l'an dernier pourraient dans ces conditions participer à la progression des indices.

Critères E.S.G.

La gestion prend en compte les critères ESG dans ses décisions d'investissement, sans toutefois que ces critères constituent des éléments systématiques d'exclusion ou d'inclusion des titres analysés. Nous avons défini une grille de notation à partir de données extraites de Bloomberg sur les trois critères, avec une pondération privilégiant le facteur gouvernance sur les deux autres thèmes environnement et social.

La note ESG du fonds ressort à 42.8 contre 44 pour le CAC Mid & Small, son indice de référence. Elle est à relativiser du fait que seulement 19.5% du portefeuille fait l'objet d'une notation.

Actif net et performances

Au 31 décembre 2012, l'actif net du Fonds était d 4 910 246 €. La valeur liquidative de la part P était de 600,05 € soit + 4,62% par rapport au 30/12/2011.

Avertissement et commentaires éventuels

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps

BILAN ACTIF AU 31/12/2012 EN EUR

4 207 516,11 4 207 516,11	5 124 142,61 5 124 142,61
4 207 516,11	5 124 142,61
	<u> </u>
	
	
710 898 77	201
	334 844,38
710 070,77	334 844,38
	710 898,77 710 898,77

BILAN PASSIF AU 31/12/2012 EN EUR

	31/12/2012	30/12/2011
Capitaux propres		
Capital	4 885 590,13	5 411 899,84
Report à nouveau		<u> </u>
Résultat	24 656,05	37 010,24
Total des capitaux propres	4 910 246,18	5 448 910,08
(= Montant représentatif de l'actif net)		
Instruments financiers		
Opérations de cessions sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres		
Dettes représentatives titres donnés en pension		
Dettes représentatives titres empruntés		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé		
Autres opérations		
Dettes	8 168,70	10 076,91
Opérations de change à terme de devises		
Autres	8 168,70	10 076,91
Comptes financiers		
Concours bancaires courants		
Emprunts		
Total du passif	4 918 414,88	5 458 986,99

HORS-BILAN AU 31/12/2012 EN EUR

Opérations de couverture		31/12/2012		30/12/2011
Lugagements sur marchés réglementés ou assimilés				
	-			-
Engagements de gré à gré				
Autres engagements				
Autres operations				
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés				
				•
		-		
			_	
Engagements de gré à gré				
Autres engagements				

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2012 EN EUR

	31/12/2012	30/12/2011
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers		<u> </u>
Produits sur actions et valeurs assimilées	132 381,03	212 524,37
Produits sur obligations et valeurs assimilées		
Produits sur titres de créances		
Produits sur acquisitions/cessions temporaires de titres		
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers		
Total I	132 381,03	212 524,37
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions/cessions temporaires de titres		
Charges sur instruments financiers à terme		
Charges sur dettes financières		
Autres charges financières		
fotal II		
Résultat sur opérations financières (I-II)	132 381,03	212 524,37
utres produits (III)		210 324,37
rais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	104 036,00 -	169 695,74 -
ésultat net de l'exercice (I-II+III-IV)	28 345,03	42 828,63
egularisation des revenus (V)	3 688,98	5 818,39
comptes versés au titre de l'exercice (VI)		3 018,39
ésultat (I-II+III-IV+/V-VI)	24 656,05	37 010,24

ANNEXE Exercice clos le 31/12/2012

REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'organisme s'est conformé aux règles comptables prescrites par la réglementation en vigueur, et notamment au plan comptable des OPCVM (Règlement du CRC n° 2003-02 du 2 octobre 2003).

Les comptes relatifs au portefeuille titres sont tenus par référence au coût historique : les entrées (achats ou souscriptions) et les sorties (ventes ou remboursements) sont comptabilisés sur la base du prix d'acquisition, frais exclus. Toute sortie génère une plus value ou une moins value de cession ou de remboursement et éventuellement une prime de remboursement.

L'OPCVM valorise son portefeuille à la valeur actuelle, valeur résultant de la valeur de marché ou à défaut d'existence de marché de méthodes financières.

La différence valeur d'entrée - valeur actuelle génère une plus ou moins-value qui sera enregistrée en "différence d'estimation du portefeuille"

Mode de valorisation des instruments financiers et des instruments à terme par type d'instrument.

- Les instruments financiers et valeurs négociées sur un marché réglementé sont évalués au prix du marché.
- > Toutefois, les instruments suivants sont évalués selon les méthodes spécifiques suivantes :
- Les obligations et actions européennes sont valorisées au cours de clôture, les titres étrangers au dernier cours de clôture connu.
- Les actions et obligations faisant l'objet de couverture ou d'arbitrage par des positions sur les marchés à terme sont évaluées sur la base des cours de clôture du jour.
- Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre.
- Les titres de créances négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois et en l'absence de sensibilité particulière pourront être évalués selon la méthode linéaire.
- Les titres de créances négociables dont la durée de vie est inférieure à 3 mois sont valorisés au taux de négociation d'achat. Un amortissement de la décote ou de la surcote est pratiqué de façon linéaire sur la durée de vie du TCN.
- Les titres de créances négociables dont la durée de vie est supérieure à 3 mois sont valorisés au taux de marché.
- Les parts ou actions d'O.P.C.V.M. sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.
- Les titres qui font l'objet de contrats de cession ou d'acquisition temporaire sont évalués en conformité avec la réglementation en vigueur selon les conditions du contrat d'origine.
- Les instruments financiers non négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation.
- Les warrants ou bons de souscription obtenus gratuitement lors de placements privés ou d'augmentation de capital seront valorisés dès leurs admissions sur un marché réglementé.
- Les contrats :
 - Les opérations sur les marchés à terme ferme sont valorisées au cours de compensation et les opérations conditionnelles selon le titre du support.
 - La valeur de marché pour les contrats à terme ferme est égale au cours en euro multiplié par le nombre de contrats,
 - La valeur de marché pour les opérations conditionnelles est égale à la traduction en équivalent sous-jacent,
 - Les swaps de taux sont valorisés au taux de marché conformément aux dispositions contractuelles.
 - Les opérations de hors-bilan sont évaluées à la valeur de marché.
 - Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été
 corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion. Ces
 évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.
 - Les actions et les obligations sont évaluées sur la base des cours extraits de la base de données Finalim en fonction de leur place de cotation. Les possibilités de recherche sont complétées par des écrans de consultation de Reuters et des écrans de consultation de la société Bloomberg :
 - Asie-Océanie : extraction à 8 h à date de calcul VL +1 pour une cotation au cours de clôture
 - Amérique : extraction à 8 h à date de calcul VL +1 pour une cotation au cours de clôture
 - Europe : extraction à 8 h à date de calcul VL +1 pour une cotation au cours de clôture
 - Contributeurs: extraction à 8 h à date de calcul VL +1 pour une cotation au cours de clôture
 - Les positions sur les marchés à terme fermes à chaque valeur liquidative sont évaluées sur la base des cours de compensation du jour.
 - Les positions sur les marchés à terme conditionnels à chaque valeur liquidative sont évaluées selon les principes employés pour leur sous-jacent.

Mode de comptabilisation pour l'enregistrement des produits des titres de à revenu fixe

Le produit des obligations, des titres participatifs, des effets publics et des créances de toute nature, détenus par le fonds s'entend des produits encaissés entre la date d'acquisition ou de la précédente clôture et la date d'arrêté. Il est inscrit en revenus distribuables selon la méthode des coupons encaissés.

Affectation du résultat : l'OPCVM capitalise ses revenus.

Mode d'enregistrement des frais d'acquisition de titres

Les frais d'acquisitions sont imputés aux comptes de frais de négociation de l'OPCVM.

Mode de calcul des frais de gestion

Les frais de gestion sont imputés au compte de résultat de l'OPCVM lors du calcul de chaque valeur liquidative.

Les frais de gestion recouvrent les charges liées à la gestion financière, à la gestion administrative et comptable, à la conservation des actifs, à la distribution des avoirs et aux contrôles du dépositaire

Les frais de gestion sont calculés sur la base de l'actif brut déduction faite des parts d'OPCVM du groupe MARTIN MAUREL

TABLEAU D'EVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 31/12/2012

	31/12/2012	30/12/2011
Actif net en début d'exercice	5 448 910,08	10 109 406,75
Souscriptions (y compris com. de sous. acquises à l'OPCVM)	468 413,11	935 680,07
Rachats (sous déduction des com. rachat acquises à l'OPCVM)	1 252 060,76	4 053 868,46 -
Plus values réalisées sur instruments financiers	196 237,22	1 129 322,04
Moins-value réalisées sur instruments financiers	1 356 254,99 -	709 989,09 -
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme		
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme		
Frais de transactions	64 169,96 -	51 829,22 -
Différence de change		
Variation différence estimation instr.financiers	1 440 826,46	1 952 640,64 -
Différence d'estimation exercice N	246 513,02 -	1 687 339,48 -
Différence d'estimation exercice N-1	1 687 339,48	265 301,16
Variation de la différence d'estimation des instruments financiers à terme		
Différence d'estimation exercice N		
Différence d'estimation exercice N-1		
Distribution de l'exercice antérieur		
Résultat net de l'exercice avant régularisation	28 345,03	42 828,63
Acomptes versés au cours de l'exercice		
Autres éléments	0,01 -	
Actif net en fin d'exercice	4 910 246,18	5 448 910,08

VENTILATION DU POSTE 'OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILEES' ETCN

	Marché règlementé	Marché non réglementé
Obligations et valeurs assimilées		
Obligations indéxées		
Obligations convertibles		<u> </u>
Titres participatifs		
Autres obligations		
Fitres de créances négociables		
Bons du Trésor		
Les certificats de dépôts		
Les billets de trésorerie		
Les bons à moyen terme négociables (BMTN)		
Autres titres de créances		

VENTILATION DU POSTE 'OPERATIONS DE CESSIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS'

Instruments financiers reçus en pensions cédés	Actions	Obligations	TCN	Autres
Instruments financiers empruntés cédés				
Instruments financiers acquis à réméér cédés				
Instruments financiers vendus à découvert				

VENTILATION DES RUBRIQUES DU HORS BILAN PAR TYPE DE MARCHE

Opérations de couverture	Taux	Action	Change	Autres
Engagements sur les marchés				
Engagements de gré à gré				
Autres engagements				
Autres opérations				
Engagements sur les marchés				
Engagements de gré à gré				
Autres engagements				

VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, PASSIF, HORS BILAN

PME	
EURO	
Æ	

	Taux fixe	Taux variable	Taux révisable	Autres
Actif				
Dépôts				
Obligations et valeurs assimilés				
Titres de créances				
Opérations temporaires sur titres				
Comptes financiers				710 898,77
Passif				
Opérations temporaires sur titres				
Comptes financiers				
Hors-bilan				
Opérations de couverture				
Autres opérations				

VENTILATION PAR MATURITE RESIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, PASSIF, HORS BILAN

	0-3 mois	3 mois-2ans	2ans-5ans	> 5ans
Actif				
Dépôts				
Obligations et valeurs assimilées				
Titres de créances				
Opérations temporaires de titres				
Comptes financiers	710 898,77			
Passif				
Opérations temporaires sur titres				
Comptes financiers				
Hors-bilan				
Opérations de couverture				
Autres opérations				

VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'EVALUATION DES POSTES D'ACTIF, PASSIF ET HORS-BILAN

Actif	
Actions et valeurs assimilées	
Obligations et valeurs assimilées	
Titres de créances négociables	
Titres d'OPC	
Obérations temporaires de titros	
0044443	
Créances	
Comptes financiers	
Passif	
Opérations de cession sur instruments financiers	
Opérations temporaires sur titres	
Dettes	
Comptes financiers	
Opérations de couverture	
Autres opérations	
	_

VENTILATION PAR NATURE DES CREANCES ET DES DETTES

Créances	
Opérations de change à terme de devises	
Rétrocessions sur OPC externes	
Avoir fiscal à récupérer	
Coupons à recevoir	
Dépôt de garantie	
Ventes différées	
Intérêts à recevoir sur swaps de taux	
marché à terme	
Droits d'entrée entreprise	
Dettes	
Budget de fonctionnement	
Droits d'entrée	
Intérêts à payer sur swaps de taux	
Marché primaire	
Frais de gestion	8 168,70
Dépôts de garantie	
Achats différés	
Taxes diverses	
Commissions bancaires	

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2012 EN EUR

NOMBRE DE TITRES EMIS ET RACHETES

	En nombre	En montant
Nombre de parts émises	782,0000	468 413,11
Nombre de parts rachetées	2 099,0000	1 252 060,76
Total	1 317,0000-	783 647,65 -

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2012 EN EUR

COMMISSIONS DE SOUSCRIPTIONS ET DE RACHATS

	Souscriptions	Rachats	
Montants perçus	21 078,60		-
Montants rétrocédés à des tiers	21 078,60 -		
Montants acquis à l'OPCVM			

FRAIS DE GESTION AU 31/12/2012 EN EUR

Frais de gestion fixes (en % de l'actif net moyen)	2,00 -
Frais de gestion variables (en montant)	
Frais de gestion indirects (en % de l'actif net moyen)	

AUTRES INFORMATIONS AU 31/12/2012 EN EUR

Valeur boursière des titres faisant l'objet d'une acq.temp.	
Valeur boursière des titres constitutifs dépôts de garantie	
Titres reçus en garantie non inscrits en portefeuille titres	
Titres donnés en garantie et maintenus en portefeuille titre	
Instruments financiers détenus en portefeuille émis par les entités lièes à la société de Gestion ou aux gestionnaires financiers et OPCVM gérés par ces entités	

ACOMPTES VERSES DURANT L'EXERCICE AU 31/12/2012

Date Montant total Montant unitaire Crédits d'impôt totaux Crédit d'impôt unitaire	at acceptes	Total acomptes							
	_						_	Date	
Montant unitaire Crédits d'impôt totaux Crédit d'impôt unitaire								Montant total	
Crédits d'impôt totaux Crédit d'impôt unitaire								Montant unitaire	
Crédit d'impôt unitaire								Crédits d'impôt totaux	
(1)								Crédit d'impôt unitaire	

TABLEAU D'AFFECTATION DU RESULTAT

	31/12/2012	30/12/2011
Sommes restant à affecter :		
Report à nouveau		
Résultat	24 656,05	37 010,24
Total	24 656,05	37 010,24
Affectation :		<u> </u>
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		··· • • • • • • • • • • • • • • • • • •
Capitalisation	24 656,05	37 010,24
Total	24 656,05	37 010,24
Informations relatives aux titres ouvrant droit à		
distribution		
Nombre de titres		
Distribution unitaire		
Crédits d'impôts et avoirs fiscaux		***
Provenant de l'exercice		
Provenant de l'exercice N-1		
Provenant de l'exercice N-2		
Provenant de l'exercice N-3		
Provenant de l'exercice N-4		·

TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	31/12/2012	30/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
Actif net	4 910 246,18	5 448 910,08	10 109 406,75	11 060 694,46	8 034 343,70
Nombre de parts en début d'exercice	9 500,0000	14 261,0000	17 862,0000	17 388,0000	21 476,0000
Nombre de parts émises	782,0000	1 363,0000	2 291,0000	2 421,0000	7 671,0000
Nombre de parts rachetées	2 099,0000	6 124,0000	5 892,0000	1 947,0000	11 759,0000
TOTAL	8 183,0000	9 500,0000	14 261,0000	17 862,0000	17 388,0000
Valeur liquidative unitaire	50,009	573,57	708,88	619,23	462,06
En capital					
En revenu					
Distribution unitaire					
Crédit d'impôts					
Capitalisation unitaire	3,01	3,89	3,41 -	1,85	0,94

INVENTAIRE AU 31/12/2012 EN EUR

Code valeur	Libellé valeur	Quantité	Valeur boursière	Dev.	*Actif
ACTIONS ET ASSIMILEES					5710 011
CH0008853209	AGTA RECORD GROUP	E 500.00			
DE0005220909	NEXUS AG	5 500,00	148 500,00	EUR	3,024
DE0005501357	AXEL SPRING	4 400,00	42 675,60	EUR	0,869
DE0005790430	FUCHS PETROL AG	600,00	19 371,00	EUR	0,395
DE0006219934		800,00	44 952,00	EUR	0.915
DE000KD88880	JUNGHEINRICH	800,00	23 568,00	EUR	0,480
	KABEL DEUTSCHLAND	700,00	39 599,00	EUR	0,806
ES0112501012	EBRO PULEVA SA	30,00	450,00	EUR	
FR0000032302	MANUTAN INTL	3 500,00			0,009
FR0000032526	GUERBET	1 350,00	117 180,00	EUR	2,386
FR0000033003	TOUAX		130 032,00	EUR	2,648
FR0000034639	ALTRAN TECHNOLOGIES	6 500,00	141 115,00	EUR	2,874
FR0000038259	EUROFINS SCIENTIFIC	25 000,00	143 750,00	EUR	2,928
FR0000039232	AUREA	550,00	67 375,00	EUR	1,372
FR0000050353		13 749,00	63 382,89	EUR .	1,291
FR0000052516	LISI (ex GFI IND)	1 800,00	111 060,00	EUR	2,262
FR0000052870	VILMORIN ET CIE	1 350,00	126 360,00	EUR	2,573
	NORBERT DENTRESSANGLE	2 000,00	116 900.00	EUR	
FR0000053142	FAIVELEY	2 000,00			2,381
FR0000053266	SARTORIUS-STEDIM	1 000,00	98 000,00	EUR	1,996
FR0000060329	PSB INDUSTRIES		73 400,00	EUR	1,495
FR0000063935	BONDUELLE	4 800,00	99 360,00	EUR	2,024
FR0000066672	GL EVENTS (EX GENERALE DE LOCA	1 300,00	92 950,00	EUR	1,893
FR0000072910	STERIA	6 876,00	116 204,40	EUR	2,367
FR0000073298	IPSOS	7 000,00	99 400,00	EUR	2,024
FR0000079600		4 550,00	128 082.50	EUR	2,608
FR0000120164	GAMELOFT	17 500,00	92 750.00	EUR	
FR0000120859	CGG VERITAS (ex GEOPHYSIQUE)	3 000,00	67 770,00	EUR	1,889
	IMERYS	1 000,00	48 190,00		1,380
FR0000120966	BIC	1 100,00		EUR	0,981
R0000121253	RUBIS ET CIE	2 900,00	99 352,00	EUR	2,023
R0000121881	HAVAS ADVERTISING EX EURO RSCG		150 220,00	EUR	3,059
PR0000124570	PLASTIC OMNIUM	8 064,00	33 618,82	EUR	0,685
R0000125346	INGENICO	1 700,00	38 734,50	EUR	0.789
R0000125460	CANAL +	4 600,00	197 800,00	EUR	4,028
R0000125684	ZODIAC	27 000,00	133 650,00	EUR	2,722
R0000130395		1 785,00	148 922,55	EUR	3,033
R0000131708	REMY COINTREAU	400,00	33 092,00	EUR	
R0000184798	TECHNIP	765.00	66 432,60		0,674
R0004024222	ORPEA	2 700,00	00 452,00	EUR	1,353
	INTER PARFUMS	3 300,00	90 450,00	EUR	1,842
R0004035913	ILIAD		76 428,00	EUR	1,557
R0004042083	AUFEMININ COM	600,00	78 030,00	EUR]	1,589
R0004180537	AKKA TECHNOLOGIES	6 500,00	108 550,00	EUR	2,211
R0010096479	BIOMERIEUX	3 330,00	79 920,00	EUR	1,628
R0010214064	PIZZORNO ENVIRONNEMENT	1 100,00	79 200.00	EUR	1,613
R0010240994	NEXTRADIOTV	11 000,00	128 040.00	EUR	2,608
R0010340141		9 000,00	110 610,00	EUR	
R0010407049	AEROPORT DE PARIS PROMESSE	1 000,00	58 370,00		2,253
T0001031084	TERREIS	8 695,00		EUR	1,189
M00003115050	BANCA GENERALI SPA	2 000,00	117 817,25	EUR	2,399
	DE LONGHI		25 820,00	EUR	0,526
r0003261697	AZIMUT HOLDING	2 300,00	25 116,00	EUR	0,512
	DAVIDE CAMPARI	2 900,00	31 465,00	EUR	0,641
SOUS-TOTAL		7 500,00	43 500,00	EUR	0,886
TOTAL PORTEFEUILLE		227 894,00	4 207 516,11		0,000
DISPONIBILITES			4 207 516,11		
ACTIF NET			702 730,07		
NOMBRE DE PARTS		1	4 910 246,18		
VALEUR LIQUIDATIVE			8 183,00		
			600,05	ı i	